

SIPRI-OSI projet sur l'Afrique de sécurité et gouvernance

**Rapport pour Cours de formation sur les sujets du Secteur de
Sécurité**

Yaoundé, Cameroun 28 Octobre 2011

En

CIPAD

Liste des abréviations et acronymes

ALPC :	Arme légère à petit calibre
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CEEAC :	Commission Economique des Etats de l’Afrique Centrale
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CIPAD :	Centre Interdisciplinaire pour le développement et les droits humains
OSC :	Organisation de la Société Civile
RSS :	Réforme dans le secteur de sécurité
SIPRI :	Stokholm International Peace Research Institute
TDR:	Termes De Référence

Introduction

Le CIPAD (Centre Interdisciplinaire pour le développement et les droits humains) a organisé le 28 octobre 2011, au Centre d'accueil CICM, avec l'appui du SIPRI (Stokholm International Peace Research Institute) basé en Suède, un cours international sur les techniques de communication, de plaidoyer et méthodologie de recherche à l'intention des OSC camerounaises œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme et de la sécurité humaine et collective. Ce cours s'inscrit en marge de la conférence internationale de dissémination et de restitution publique des principales conclusions et recommandations de l'étude-pays sur le phénomène des coupeurs de route et la circulation des armes légères en zone frontalière Cameroun – Tchad – RCA qui s'est tenue le 27 octobre 2011 au Djeuga Palace Hôtel de Yaoundé.

La soixantaine de participants retenus pour cet atelier viennent des organisations de la société civile camerounaise ayant pour domaine de partage la gouvernance sécuritaire ; la commission de dépouillement et de sélection a procédé à la sélection des OSC sur la base de certains critères maximalement répertoriés dont celui de la viabilité organisationnelle et de la crédibilité institutionnelle.

Le but visé par cet atelier national est de répondre de manière efficiente au manque d'information, d'intérêt et de capacité technique qui empêche la société civile africaine d'utiliser et d'influencer, de manière pertinente et constructive, les processus d'élaboration des politiques publiques en général, et surtout celles en rapport avec la gouvernance et la sécurité en particulier. Plus spécifiquement, il s'est agi de contribuer à :

Mettre sur pied un réseau des organisations de la société civile sur la gouvernance sécuritaire ; Promouvoir des mesures visant à contrôler, à réduire et à prévenir la profusion des armes légères et leur usage abusif;

Développer un plaidoyer devant permettre aux OSC de participer, surveiller et influencer les processus d'élaboration des politiques sécuritaires aux niveaux local, national, régional et continental en engageant la responsabilité des gouvernants notamment.

Le cours ont été assuré par trois experts internationaux à savoir Dr. OLAWALE Ismail, Claire Fanchini et Vincent Boulanin, tous cadres et chercheurs au SIPRI en Suède.

Déroulement de l'atelier

Module 0 : Mise en route

La session a débuté par l'accueil, l'enregistrement et l'installation des participants entre 8 et 9 heures, ce service a été assuré conjointement par le secrétariat technique de la formation et le secrétariat de direction du CIPAD. Puis s'en est suivi la présentation individuelle des participants, ainsi qu'un bref exposé sur les grands axes thématiques de leur organisation respective, à l'effet d'apprécier les profils et les expériences des OSC présentes, de se connaître et de se familiariser. A 9 heures, sans s'encombrer des cérémonies protocolaires, le Directeur Technique et des Programmes du CIPAD, Monsieur Alain ABONDO, alors modérateur du cours international, a pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux participants et procéder à la présentation du cadre théorique et opératoire de la formation. A la suite de son exposé, le recueil des attentes des participants, (premier échange direct entre le CIPAD et les participants), a permis relever les préoccupations des participants, ces préoccupations allaient des modalités pratiques, du respect des honoraires, aux conditions d'hébergement des participants, ceci pour permettre aux délégations venues des régions septentrionales du Cameroun notamment, de voyager avec le train du soir à 18h et aussi pour les personnes venant hors de Yaoundé, de libérer leur chambre d'hôtel à temps, question d'éviter les désagréments liés à des nuitées supplémentaires à l'hôtel. Le CIPAD a dépêché un de ses cadres auprès desdits hôtels pour évacuer cette préoccupation, ce

d'autant plus qu'il a été précisé que le transport aller et retour est payé sur présentation du titre de transport au tarif national en vigueur, et le montant des perdiems contenu dans les termes de référence (TDR) initiaux. Des réponses ont été données, autant sur les modalités d'ordre général, allant de la sonorisation de la salle, la vidéo-projection des cours qu'à la délivrance d'une attestation de participation.

Il a terminé son propos par une disposition pratique spéciale à savoir que la pause-café était prête et servie, juste à l'entrée de la salle des travaux, par soucis d'ordre et de discipline il faut y aller discrètement une personne à la fois et pour 2minutes par personne.

Module 1: La recherche qualitative (Dr. Olawale Ismail)

A la suite de cette mise au point, à 10 heures 40 minutes, le formateur principal de la session, Dr. OLAWALE Ismail du SIPRI-Suède - assisté de Monsieur Vincent BOULANIN qui s'est prêté au jeu d'interprétation anglais-français - présente le premier module de la formation intitulé : la recherche qualitative. Pour définir ce concept, les postulats suivants ont été énoncés : les conséquences de différentes étapes et techniques qui permettent d'étudier et décrire le monde social est complexe.

le monde social est complexe et requiert de multiples méthodes, des outils analytiques, etc. la personne, la manière et l'endroit où sont collectées les données sont des éléments à prendre en considération car ils ont un impact important sur celles-ci. l'interaction entre les répondants et les chercheurs influe sur la recherche – intersubjectivité. L'on notera en substance que la notion de recherche qualitative repose sur : les étapes-clés que sont : la définition du problème/phénomène social, l'explication hypothétique, l'étude des cas, la reformulation de l'hypothèse, le test de l'hypothèse, et enfin la relation universelle. Ont également été abordé: les éléments de la recherche qualitative; la différence entre la recherche qualitative et la recherche quantitative; les types de recherche qualitative; l'ethnographie, qui concerne la profondeur, la recherche intrusive, l'évaluation, l'appréciation et la compréhension extensives des phénomènes sociaux; et enfin, la discussion de groupe ainsi que les entretiens en profondeur. Ce module, fort intéressant par son contenu s'est achevé par des questions-réponses.

Module 2: Effectuer des recherche en politique publique (Dr. Olawale Ismail)

Ce deuxième module a été immédiatement enchaîné par le Dr. Olawale Ismail. L'on retiendra que la recherche en politique publique peut être définie comme un processus de conduite de recherche sur un sujet social fondamental afin de fournir aux décideurs politiques des recommandations orientées et pragmatiques pour mieux répondre à un problème.

Le formateur va développer davantage en déclinant le but, les exemples, les étapes, les typologies. A la fin de l'exposé, les participants ont réagi avec beaucoup d'intérêt à travers les questions posées au formateur qui s'est livré avec satisfaction au jeu.

Module 3: Stratégies de communication et de plaidoyer (Claire FANCHINI)

Ce module a été dispensé par Mlle Claire FANCHINI. Dès l'entame, l'on retiendra que la meilleure stratégie de communication et de plaidoyer peut reposer sur la volonté de faire passer un message, la promotion de l'identité d'une organisation ou encore la réponse à la mission et aux objectifs d'une organisation. Pour mieux réussir cet exercice, il est recommandé aux organisations de: déterminer clairement le "mandat" de l'organisation; élaborer et utiliser les réseaux disponibles: amis, partenaires actuels et potentiels déterminer des opportunités de communication; sélectionner les outils les plus appropriés et efficaces compte-tenu de la cible du message et des ressources (matérielles, financières, temporelles et humaines); évaluer honnêtement le travail à faire. Il faut noter, souligne la formatrice que chaque action engagée nécessite une évaluation pour en mesurer son impact.

Des défis dans un environnement africain ont été abordés. L'on retient en filigrane que les principaux sont: le niveau de « démocratie » dans les médias; le niveau d'alphabétisation de la population – la radio est le média-clé dans certains pays; le niveau de participation honnête des partenaires. Cette présentation a suscité beaucoup de réactions à la fin. Cela s'est traduit par les échanges nourris entre les participants et l'oratrice qui a dû répondre à une vingtaine de questions. Les questions se sont surtout rapportées à l'efficacité de l'action de communication et/ou de plaidoyer. Les OSC ont voulu surtout savoir comment toucher et susciter la réaction positive des populations qu'elles assistent d'une part, et attirer l'attention des pouvoirs publics d'autre part. La pause déjeuner est intervenue à 14 heures et la reprise s'est faite à 15 heures. Cette pause a été prise en communion au réfectoire des évêques du centre d'accueil du CICM de Mvolyé à Yaoundé.

Module 4: De la bonne utilisation d'un site internet (Vincent BOULANIN)

A la reprise des travaux à 15 heures, monsieur Vincent BOULANIN va entretenir l'assistance sur le thème ci-haut indiqué. La présentation va s'appuyer sur deux points essentiels à savoir : le processus de création et de gestion d'un site d'une part, et de la bonne utilisation : quelques règles à suivre, d'autre part.

Compte-tenu du contexte des OSC, il a été indiqué des plateformes gratuites permettant de monter gratuitement des sites internet ; et c'est ce qui a été recommandé par le formateur. Il s'agit par exemple de : www.wordpress.com; www.tumblr.com; www.blogger.com.

Des indications pratiques ont été données pour une meilleure conception du site. Il faut noter qu'un site internet ne s'écrit ni comme un livre, ni comme une brochure ou un article de présentation; il se doit apprendre-on: d'éviter de dépasser une page de format A4 pour chaque page. L'internaute moderne supporte très mal les textes trop longs qui l'obligent à dérouler une page indéfiniment; être précis, concis et informatif ; éviter les digressions et les effets de style ; trouver un bon équilibre entre les passages rédigés...Le module a été clôturé avec les techniques d'édition, suivies des questions-réponses ; il était 15 heures 50 minutes.

Module 5: De la présentation des résultats de recherche (Dr. Olawale Ismail)

Le Dr. Olawale Ismail est revenu sur la scène pour proposer aux OSC la méthodologie de préparation et de présentation des résultats une fois la recherche terminée. Il a été question des procédures de publication, de guide d'écriture, du style, de guide de référence et des exemples basiques.

La rédaction des résultats de recherche doit obéir aux canons orthodoxes scientifiques pour être pris en considération. Une fois la recherche terminée, le point de départ de la rédaction doit être la conclusion et les recommandations de la recherche.

Cette présentation bien documentée, a été accueillie avec enthousiasme par les participants.

L'interprétation anglais-français de ce module a été assurée par Mademoiselle Claire Fanchini pour le cours et les échanges.

Module 6: Remarques conclusives et constitution du tout premier réseau camerounais dans le secteur de la sécurité (Alain ABONDO)

A 16 heures 35 minutes, les remarques conclusives ont été faites par les participants qui ont trouvé intéressant la mise sur pied d'une plateforme permanente pour aborder la thématique gouvernance et sécurité au Cameroun.

La parole a été donnée à toutes les OSC pour définir l'orientation générale du processus de mise en place de ce réseau, de sa pertinence et de son implémentation réelle sur le terrain. Après avoir relevé les faiblesses et les causes du déclin des réseaux locaux et nationaux connus, unanimement il a été jugé utile, urgent voire nécessaire de la mise en réseau dont le portage doit être assuré par CIPAD.

Il a été jugé tôt la constitution de l'équipe dirigeante du réseau et mandat a été donné au CIPAD de conduire le processus de création de ce réseau pour lequel un groupe de travail constitué de volontaires, conscients et déclarés, est formé.

ACABES ;
ACDIC Centre ;
AFFADA ;
ANUCAM ;
AWA ;
CAIWOF ;
DSF ;
FCJ ;
Fondation Humanus ;
Fondation ITAKA ;
GRACODE ;
HHR ;
OADES ;
OPECOM
PREGESCO ;
SYDEV ;
SYNATRUC ;
Un Monde avenir ;
YES Cameroon ;
Etc.

Toutefois le CIPAD a fait remarquer que la mise en place de ce type d'organisation nécessite et suppose des coûts et surtout croit en une assemblée générale pour nomination des cadres de l'équipe dirigeante du réseau. Il a souhaité bénéficier de l'appui et de l'implication du SIPRI pour la mise en œuvre de ce réseau.

Les problèmes de mandat des personnes présentes au cours pour représenter leurs organisations respectives, ainsi que la forme pratique du réseau ont été abordés entre autres. Il a donc été décidé d'effectuer des inscriptions provisoires sous réserve de l'obtention d'adhésion statutaire antérieure des OSC intéressées. Le CIPAD s'est engagé à assurer l'animation du nouveau réseau et d'en convoquer la toute première assise dans les meilleurs délais.

Les participants ont exhorté le CIPAD à rechercher activement les nouveaux partenariats en vue d'étendre ce réseau en création au niveau sous-régional notamment dans la zone CEEAC/CEMAC. Les OSC camerounaises souhaitent ainsi être les pionniers dans la surveillance et le contrôle de la gouvernance sécuritaire dans la sous-région Afrique centrale. Pour passer du stade du projet à celui de sa réalisation, le CIPAD entend se mettre à l'œuvre dès les toutes prochaines semaines.

La session s'est achevée à 17 heures 12 minutes par une photo de famille et d'une deuxième pause-café servie à l'entrée de salle des travaux.

Dossier technique

A. Contexte et justification

La construction démocratique de la paix offre un cadre favorable au développement de la sécurité humaine et à la coopération internationale. Un environnement largement influencé par ce paradigme constitue le lieu de consolidation d'un complexe de sécurité et de paix. La gouvernance sécuritaire est donc un des principes fondateurs de l'Etat de droit. A la faveur de la mondialisation, la création de nouveaux espaces et opportunités de participation de la société civile dans l'élaboration des politiques publiques et notamment sécuritaires représente une importante et émergente tentative de résolution des problèmes de la gouvernance sécuritaire en Afrique subsaharienne.

Cela s'observe aux niveaux national et régional au travers des initiatives de réforme du secteur de sécurité (RSS) et de l'intégration de la société civile au sein des institutions d'intégration régionale telles que la CEEAC, la CEMAC, la CEDEAO, la Communauté de Développement d'Afrique australe, l'Union Africaine, etc. Toutefois, le manque d'information ou de capacité technique empêche la majorité des groupes de la société civile subsaharienne de comprendre, de participer et d'influencer, de manière constructive, les débats et politiques sécuritaires. De plus, une plateforme d'échanges panafricaine au sein de laquelle les organisations de la société civile pourraient partager leurs expériences et leurs stratégies quant aux problèmes liés à la sécurité fait véritablement défaut. En outre, les groupes de la société civile africaine continuent d'être réticents à s'engager quant aux questions sécuritaires, en raison de l'histoire et de la culture du secteur sécuritaire en Afrique qui est associé à l'arbitraire, au secret, aux violations des droits de l'homme, aux conflits armés, au manque de responsabilité et à la corruption.

Ainsi, les nouveaux espaces et opportunités de participation de la société civile lors de l'élaboration des politiques sécuritaires représentent, à plusieurs égards, une étape importante pour l'Afrique subsaharienne. Premièrement, parce que le secteur sécuritaire est à l'origine même des problèmes de gouvernance et de développement (violations des droits de l'homme, conflits armés et corruption notamment) de cette région du monde. En outre, parce qu'il existe un réel besoin de transformer la culture du secteur sécuritaire en Afrique, pour passer d'un secteur orienté vers la protection militaire du régime en place à une institution assurant la sécurité de l'être humain. De plus parce que ces nouveaux espaces représentent, pour les organisations de la société civile, de formidables opportunités de participation, d'expression de leurs points de vue et d'influence sur les politiques liées à la sécurité telles que celles qui concernent les acquisitions et le budget attribué à la défense, les auditions parlementaires publiques sur des domaines sécuritaires, les accords de défense, la surveillance des agences de sécurité, etc. Enfin parce que si la société civile n'exploite pas ces nouvelles opportunités et que les nouvelles initiatives de RSS n'aboutissent pas, les anciennes pratiques (arbitraire, corruption, secret, et manque de responsabilité) risquent de s'intensifier et de mener à une nouvelle vague de conflits armés et d'effondrements étatiques en Afrique subsaharienne.

B. Objectifs

B.1. Objectif global

Cet atelier vise à répondre au manque d'information, d'intérêt et de capacité technique qui empêche la société civile africaine d'utiliser et d'influencer, de manière constructive, les processus d'élaboration des politiques sécuritaires.

B.2. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Mettre sur pied un réseau des organisations de la société civile sur la gouvernance sécuritaire ;
- Promouvoir des mesures visant à contrôler, à réduire et à prévenir la profusion des armes légères et leur usage abusif;
- Développer un plaidoyer devant permettre aux OSC de participer, surveiller et influencer les processus d'élaboration des politiques sécuritaires aux niveaux local, national, régional et continental en engageant la responsabilité des gouvernants notamment.

C. Thématiques

Les thèmes qui seront abordés pendant cette session sont les suivants :

- La réforme du secteur de sécurité (RSS) ;
- Techniques nécessaires à la conduite de recherche de terrains dans les domaines de la sécurité et de la gouvernance et à la présentation des conclusions ;
- Problématique du trafic illicite des armes légères et de petits calibres ;
- Techniques pour une stratégie nationale de plaidoyer sur la prolifération des armes légères de petit calibre (ALPC);
- Rôle des OSC dans le contrôle des politiques, programmes, évaluations et débats relatifs au secteur de la sécurité en Afrique ;

D. Résultats attendus

- une plateforme (Réseau) pouvant réunir les différents points de vue de la société civile indépendante concernant les politiques sécuritaires au Cameroun est mise en place ;
- un modèle d'amélioration des connaissances et de la capacité techniques des OSC à participer aux débats politiques à travers l'Afrique est disponible ;
- Les OSC maîtrisent les stratégies de plaidoyer et disposent des moyens techniques nécessaires pouvant influencer de manière durable les politiques sécuritaires et une plus grande capacité avérée des organisations de la société civile à engager la responsabilité de leurs gouvernements et de leurs agences en faisant de la sécurité un bien public ;
- Mise en place d'une base de ressources locales améliorée à disposition des organisations de la société civile africaine pour qu'elles puissent mieux comprendre et participer au processus d'élaboration des politiques sécuritaires.

E. Participants et intervenants

La formation regroupera 45 participants travaillant dont le domaine d'intervention porte sur la gouvernance sécuritaire ou dans les domaines connexes et convexes ; l'approche genre sera privilégiée.

Les intervenants seront deux experts du SIPRI et des personnes-ressources nationales ayant une connaissance dans le domaine.

F. Méthodologie

La formation se déroulera de façon participative et interactive et alternera à la fois conférence méthodologique, conférence thématique et conférence spéciale.

H. Date, lieu et durée

La formation se déroulera le 28 octobre 2011 de 08 heures à 17 heures à Yaoundé à la salle des évêques du Centre Jean XXIII de Mvolyé.

I. Documentation

Une documentation de travail comprenant le rapport-pays sur la sécurité, le *SIPRI Yearbook* 2011 et autres documentations sur la sécurité et les thèmes connexes sera remise aux participants.

J. Budget

A toutes fins utiles, les *perdiems* ne sont pas prévus ; seuls les frais de taxi seront remboursés.

Programme du Cours

Yaoundé, le 28/10/2011 au Centre d'accueil CIC M de Mvolye

Heure	Activité	Durée	Intervenants	Observation
08h00-09h00	Arrivée, enregistrement et remise du kit du participant ; Installation des invités et experts		CIPAD	Ponctualité exigée
10h00-11h00	Module 1 : Méthodologies et techniques en matière de recherche/ action en matière de sécurité	60 minutes	1 ^{er} Expert	SIPRI-SUEDE
11h00-11h15	Pause -café	15 minutes	CIPAD	
11h15-12h15	Module2 : Techniques d'écriture en matière de documentation dans le secteur de sécurité	60 minutes	2eme Expert	SIPRI-SUEDE
12h15-13h15	Pause-Déjeuner	60 minutes	CIPAD	
13h15-14h15	Module 3 : Techniques de communication en matière de sécurité	60 minutes	3eme Expert	SIPRI-SUEDE
14h15-14h30	Pause -café	15 minutes	CIPAD	
14h30-15h30	Module 4 : Techniques de plaidoyer	60 minutes	4eme Expert	SIPRI-SUEDE
15h30-16h15	Module 5 : Remarques conclusives et constitution du tout premier réseau camerounais dans le secteur de la sécurité	45 minutes	CIPAD/OSC	CIPAD
16H15-17H00	Module 6 : photo de groupe	10 minutes	CIPAD	Fin de la journée et des travaux Diaspora